

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201706]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, les articles 4, 5, 7, 7^{ter}, 12 et 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie n° A.1.136, donné le 9 septembre 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 26 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.505/2, donné le 22 janvier 2014, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, les mots « la Direction de la Résorption du Chômage de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est majorée de 300 euros par mois pour un temps plein, 240 euros pour un 4/5 temps et de 180 euros en cas de mi-temps dans les cas suivants :

1° lorsque le travailleur est âgé de plus de 50 ans au jour de l'engagement par l'employeur;

2° lorsque le travailleur n'est pas titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

La majoration des subventions n'est accordée que pour l'une des situations. »;

2° au paragraphe 3, les mots « , accompagnés des éventuelles majorations prévues au § 1^{er}, » sont insérés entre les mots « visées aux §§ 1^{er} et 2 » et « ne peuvent avoir pour effet ».

Art. 3. A l'article 3, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, il est inséré un alinéa final rédigé comme suit :

« L'employeur est tenu d'adresser au FOREm, par tout envoi ayant date certaine, les documents relatifs au travailleur engagé à savoir, le contrat de travail, la fiche signalétique du travailleur, une copie du « Passeport PTP » et l'attestation de programme de transition professionnelle fournie par l'ONEm ou par le C.P.A.S. dans les quinze jours de l'engagement. ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3, 1°, est complété comme suit :

« ou à permettre au travailleur de maîtriser les connaissances élémentaires de base nécessaires à l'intégration socioprofessionnelle. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Toutes les actions d'insertion sont suivies pendant la période couverte par le contrat de travail et, se déroulent au moment le plus opportun au regard des objectifs poursuivis par ces formations »;

3° à l'alinéa 7, ancien alinéa 6, les mots « , effectuée auprès d'un opérateur de formation, » sont insérés entre les mots « où est engagé le travailleur » et « ne pourra dépasser ».

Art. 5. A l'article 9, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « 30 jours » sont remplacés par les mots « 20 jours »;

b) la phrase « Il est en moyenne, sur base annuelle, de minimum 30 jours ouvrables et de maximum de 45 jours ouvrables si le travailleur est occupé à temps plein » est supprimée.

Art. 6. Il est inséré un article 11bis rédigé comme suit :

« Art. 11bis. § 1^{er}. L'employeur qui aurait commis une erreur de bonne foi dans l'une de ses déclarations mensuelles, hormis l'oubli de déclaration d'un ou plusieurs travailleurs, peut les modifier dans un délai maximum de deux ans. Au-delà, le FOREm ne tiendra pas compte des éléments introduits tardivement.

§ 2. Le travailleur doit transmettre au FOREm, par tout envoi ayant date certaine, ses déclarations de frais de déplacement au plus tard six mois après le dernier jour de la formation suivie. Passé ce délai, les frais ne seront plus remboursés.

§ 3. L'opérateur de formation doit transmettre au FOREm, par tout envoi ayant date certaine, ses créances dans les six mois de la fin de son action de formation. ».

Art. 7. Il est inséré un article *1ter* rédigé comme suit :

« Art. 11ter. § 1^{er}. Sur base d'un rapport de l'administration, le Ministre peut suspendre la liquidation de la subvention, pour une durée maximum de six mois. La durée est fixée dans la décision ministérielle, afin de permettre de se conformer aux dispositions du décret et du présent arrêté.

Dans les dix jours qui suivent la réception de la décision ministérielle, l'administration notifie celle-ci à employeur, par tout envoi ayant date certaine, et la communique au FOREm.

Lorsque le non-respect d'une obligation prévue par ou en vertu du décret ou du présent arrêté est imputable dans le chef de l'employeur et que celui-ci ne s'y est pas conformé volontairement à l'issue du délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Ministre peut, sur base d'un rapport de l'administration, décider de refuser la liquidation de tout ou partie de la subvention ou solliciter le remboursement partiel ou total de la subvention et des frais y afférents, et ce, dans le respect du principe de proportionnalité.

Dans les dix jours qui suivent la réception de la décision ministérielle, l'administration notifie celle-ci à employeur, par tout envoi ayant date certaine, et la communique au FOREm.

§ 2. Sur base d'un rapport de l'administration, le Ministre peut directement refuser la liquidation de tout ou partie de la subvention ou solliciter le remboursement partiel ou total de la subvention et des frais y afférents, dans le respect du principe de proportionnalité, lorsque le non-respect d'une obligation prévue par ou en vertu du décret ou du présent arrêté est imputable dans le chef de l'employeur.

L'administration invite l'employeur à une audition préalable, par tout envoi ayant date certaine et au moins quinze jours avant la date de l'audition. Cette convocation mentionne les points sur lesquels il sera entendu.

L'employeur est entendu par un comité composé de trois membres de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie et d'un membre du FOREm avec voix consultative. Ce comité rend un avis au Ministre dans le mois de l'audition.

Dans les deux mois de l'audition, le Ministre décide du refus ou non de la liquidation de tout ou partie de la subvention et de l'éventuel remboursement.

Dans les dix jours qui suivent la réception de la décision ministérielle, l'administration notifie celle-ci à l'employeur, par tout envoi ayant date certaine, et la communique au FOREm.

§ 3. Dans le mois à dater de la notification de la décision prononçant la suspension ou le refus de liquider tout ou partie de la subvention, l'employeur peut introduire, par tout envoi ayant date certaine, un recours motivé auprès du Ministre. Ce recours a un effet suspensif.

L'administration accuse réception dans les dix jours, instruit le dossier et, ensuite, le transmet au Ministre, dans un délai d'un mois à dater de la réception du recours. À sa demande, l'employeur peut être entendu par le Ministre ou son représentant.

Dans un délai de deux mois à dater de la réception du recours, le Ministre statue sur le recours.

Dans les dix jours qui suivent la réception de la décision ministérielle, l'administration notifie celle-ci à employeur, par tout envoi ayant date certaine, et la communique au FOREm.

§ 4. Les délais visés aux §§ 1^{er} à 3 sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août.

Art. 8. A l'article 12, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un alinéa rédigé comme suit avant l'alinéa 1^{er} :

« Le rapport visé au § 1^{er} porte sur la période du 1^{er} juillet au 30 juin. »

2° les mots « du mois de septembre » sont remplacés par les mots « du mois de mars »;

3° les mots « pour le 31 octobre » sont remplacés par les mots « pour le 30 avril ».

Art. 9. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi,
de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201706]

27 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, artikelen 4, 5, 7, 7ter, 12 en 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het advies nr. A.1.136 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 9 september 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), gegeven op 26 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 54.505/2 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de woorden « de Directie Werkloosheidsbestrijding van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Ministerie van het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

8° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende twee leden :

« De subsidie bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd met 300 euro per maand voor een voltijdse werknemer, met 240 euro voor een 4/5-werknemer en met 180 euro voor een halftijdse werknemer in de volgende gevallen :

1° als de werknemer ouder is dan 50 jaar op de dag van zijn indienstneming door de werkgever;

2° als de werknemer niet houder is van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

De verhoging van de subsidies wordt slechts voor één van de gevallen verleend. »;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « , eventueel verhoogd zoals bepaald in § 1, » ingevoegd tussen de woorden « toelagen » en « mogen ».

Art. 3. Artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 november 2006, wordt aangevuld met een slotlid, luidend als volgt :

« De werkgever moet de « FOREm », via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, de documenten toesturen die de werknemer betreffen, met name het arbeidscontract, zijn registratiekaart, een afschrift van het « Paspoort PTP » en het attest van doorstromingsprogramma verstrekt door de « ONEm » of het OCMW binnen 15 dagen na de indienstneming. ».

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid, 1°, wordt aangevuld als volgt :

« of de werknemer de mogelijkheid geven om de nodige basiskennis aan te werven met het oog op zijn socio-professionele integratie. »;

2° tussen het vijfde en het zesde lid wordt volgend lid ingevoegd :

« Alle inschakelingsacties worden gecontroleerd gedurende de periode waarop het arbeidscontract betrekking heeft en vinden plaats op het tijdstip dat het meest geschikt is ten opzichte van de doelstellingen die door die opleidingen nagestreefd worden »;

3° in het zevende lid, voorheen het zesde lid, worden de woorden « , die gevolgd wordt bij een opleidingsoperator, » ingevoegd tussen de woorden « aangeworven is, » en « mag ».

Art. 5. In artikel 9, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « 30 dagen » worden vervangen door de woorden « 20 dagen »;

b) de zin « Die tijd bedraagt voor de werknemer gemiddeld op jaarbasis minstens 30 werkdagen en hoogstens 45 werkdagen bij een voltijdse betrekking. » wordt geschrapt.

Art. 6. Er wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11bis. § 1. De werkgever die een fout te goeder trouw gemaakt zou hebben in één van zijn maandelijke aangiffen, kan er wijzigingen in aanbrengen binnen een termijn van maximum twee jaar, behalve in geval van verzuim van aangifte van één of meer werknemers. Na afloop van die termijn houdt de « FOREm » geen rekening met laattijdig ingediende gegevens.

§ 2. De werknemer richt zijn reiskostenverklaringen via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft aan de « FOREm » uiterlijk zes maanden na de laatste dag van de gevolgde opleiding. Na afloop van die termijn worden de onkosten niet meer terugbetaald.

§ 3. De opleidingsoperator richt zijn schuldvorderingen via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft aan de « FOREm » uiterlijk 6 maanden na afloop van zijn opleidingsactie. ».

Art. 7. Er wordt een artikel 11ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11ter. § 1. Op basis van een rapport van de administratie kan de Minister de betaling van de subsidie opschorten voor een duur van maximum zes maanden. De duur wordt in de ministeriële beslissing vastgelegd opdat aan de bepalingen van het decreet en van dit besluit kan worden voldaan.

De administratie geeft de werkgever, via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan en deelt ze mee aan de « FOREm ».

Als de niet-nakoming van een bij of krachtens het decreet of dit besluit bepaalde verplichting aan de werkgever toe te schrijven is en hij die vrijwillig niet is nagekomen na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, kan de Minister op basis van een rapport van de administratie beslissen de betaling van het geheel of van een gedeelte van de subsidie te weigeren of verzoeken om de gedeeltelijke of gehele terugbetaling van de subsidie en van de desbetreffende kosten, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel.

De administratie geeft de werkgever, via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan en deelt ze mee aan de « FOREm ».

§ 2. Op basis van een rapport van de administratie kan de Minister de betaling van het geheel of van een gedeelte van de subsidie onmiddellijk weigeren of verzoeken om de gedeeltelijke of gehele terugbetaling van de subsidie en van de desbetreffende kosten, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel, als de niet-nakoming van een bij of krachtens het decreet of dit besluit bepaalde verplichting aan de werkgever toe te schrijven is.

De administratie roept de werkgever op voor een voorafgaand verhoor via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft en minstens vijftien dagen voor de datum van het verhoor. Die oproeping vermeldt de punten waarover hij gehoord zal worden.

De werkgever wordt gehoord door een comité dat samengesteld is uit drie leden van het Operationeel directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst en uit een lid van de « FOREm » met raadgevende stem. Dat comité geeft de Minister advies binnen de maand van het verhoor.

Binnen twee maanden na het verhoor beslist de Minister over het al dan niet weigeren van de betaling van het geheel of van een gedeelte van de subsidie en over de eventuele terugbetaling.

De administratie geeft de werkgever, via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan en deelt ze mee aan de « FOREm ».

§ 3. De werkgever kan binnen de maand, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot opschorting of weigering van betaling van het geheel of een gedeelte van de subsidie, een met redenen omkleed beroep bij de Minister indienen via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft. Dat beroep is opschortend.

De administratie bericht ontvangst binnen tien dagen, onderzoekt het dossier en maakt het vervolgens aan de Minister over binnen een termijn van een maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep. De werkgever kan op eigen verzoek door de Minister of zijn vertegenwoordiger gehoord worden.

De Minister spreekt zich over het beroep uit binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst ervan.

De administratie geeft de werkgever, via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan en deelt ze mee aan de « FOREm ».

§ 4. De termijnen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 8. In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor het eerste lid wordt volgend lid ingevoegd:

« Het rapport bedoeld in § 1 heeft betrekking op de periode die van 1 juli tot 30 juni loopt. »

2° de woorden « van de maand september » worden vervangen door de woorden « van de maand maart »;

3° de woorden « uiterlijk 31 oktober » worden vervangen door de woorden « uiterlijk 30 april ».

Art. 9. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201707]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand

Le Gouvernement wallon,

Considérant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, tel que modifié par le décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, le décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises et le décret du 20 février 2014 modifiant divers décrets en matière d'emploi, notamment les articles 17 et 48;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et portant exécution des décrets budgétaires relatifs aux années budgétaires 2012 et 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 26 avril 2013;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Wallonie, donné le 8 avril 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1^{er} juillet 2013, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article. 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 3 juin 2004, du 7 juillet 2006, du 30 avril 2009, il est inséré un Chapitre IV^{bis}, après l'article 26^{ter} et intitulé comme suit :

« Chapitre IV^{bis}. — Anciennetés barémiques ».

Art. 2. Dans le Chapitre IV^{bis}, introduit par l'article 1^{er}, les articles 26^{quater} à 26^{octies} sont insérés comme suit :

« Art. 26^{quater}. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, fixer annuellement un montant visant à couvrir, pour les employeurs visés à l'article 3 du décret, le paiement des anciennetés barémiques de leurs travailleurs dont l'ancienneté pécuniaire est au moins égale à cinq ans.

§ 2. Par ancienneté pécuniaire, on entend l'ancienneté acquise par un travailleur à compter du 1^{er} janvier de l'année de prestations, de manière ininterrompue au service d'un seul employeur, quel que soit le type et le régime de contrat de travail, à l'exception du contrat de travail d'intérimaire.

Les interruptions inférieures à trois mois sont réputées ne pas interrompre le calcul de l'ancienneté.

En cas de cession d'entreprises ou de cession de points entre entreprises, l'ancienneté acquise par le travailleur chez l'employeur cédant est réputée acquise auprès de l'employeur cessionnaire.